

Paris, le 25 août 2014

à

Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les secrétaires d'État

Objet : Archives des membres du Gouvernement

P.J.- : Un modèle de protocole de remise d'archives

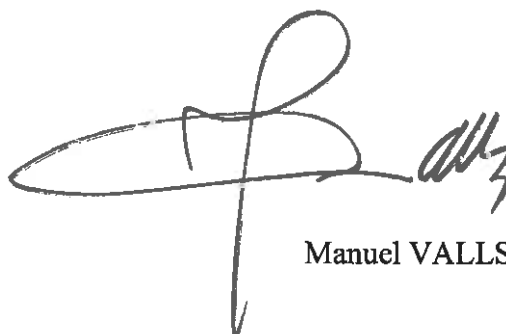
Conformément au livre II du Code du patrimoine, l'ensemble des documents que vous-même et les membres de votre cabinet produirez ou recevrez dans l'exercice de vos fonctions doivent être sauvegardés dans l'intérêt public, notamment pour les besoins de la recherche historique.

Ces principes sont applicables à l'ensemble des documents, quel qu'en soit le support, y compris numérique. Il convient donc d'assurer dès maintenant la meilleure organisation possible de votre documentation et une conservation correcte de celle-ci.

Je vous invite à prendre contact avec le conservateur des archives de France en mission dans votre ministère ou le chef du service d'archives de celui-ci, responsable de la collecte et du classement des archives de votre cabinet, qui pourra vous apporter toute information utile.

Il vous appartiendra de lui remettre vos dossiers au moment de la cessation de vos fonctions. Vous bénéficierez alors d'un dispositif spécialement adapté aux archives politiques. Il prend la forme d'un protocole de remise d'archives dont vous trouverez ci-joint, pour votre information, un exemplaire-type. Il stipule que les archives soumises à un délai de communicabilité de vingt-cinq ans ou plus ne pourront être communiquées à des tiers qu'avec votre accord écrit.

L'application qui a été faite au cours des trente dernières années de la loi sur les archives, puis du livre II du Code du patrimoine, a permis d'améliorer très nettement la conservation des archives ministérielles. À plusieurs reprises, celle-ci s'est avérée précieuse pour l'auteur du versement ou des chercheurs autorisés. Votre concours est indispensable pour la poursuite de cette collecte, qui est une mission de service public

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop and a long vertical stroke, followed by a smaller signature.

Manuel VALLS

Protocole de remise d'archives

Entre les soussignés
M. X, ministre de...,

d'une part,

et la ministre chargée de la Culture et de la Communication représentée par le directeur, chargé des archives de France,

d'autre part,

ont été faites les conventions suivantes :

Article 1^{er}

M. X, ministre de... remet aux Archives nationales, sous forme d'originaux, quel qu'en soit le support, les documents produits ou reçus dans l'exercice de ses fonctions, par lui-même et par ses collaborateurs, membres de son cabinet, dont un état sommaire est annexé ci-joint. Ils seront transférés aux Archives nationales après traitement par la mission des Archives de France placée auprès du ministère de ...

Article 2

Les Archives nationales assumeront la responsabilité des seuls documents consignés dans l'inventaire qui en sera dressé selon les normes réglementaires et scientifiques de tri et de classement en vigueur. Un exemplaire en sera remis à M. X.

Article 3

M. X disposera d'un droit d'accès permanent à ces documents, de même que ses collaborateurs pour la part qui leur est propre.

Article 4

Jusqu'à expiration des délais prévus à l'article L 213-2 du code du patrimoine, la consultation ou la reproduction de ces documents par des tiers ne pourront être autorisées sans l'accord écrit de M. X. En cas d'impossibilité absolue pour M. X d'exprimer sa volonté, il reviendra au ministre chargé de la Culture et de la Communication (Service interministériel des Archives de France) de statuer.

Article 5 [le cas échéant]

Les termes de ce protocole ne s'appliquent pas aux archives produites par le service photographique, le service de presse et le service des interventions. La consultation et la reproduction de ces documents sont soumises aux seules dispositions du livre II sur les archives du code du patrimoine

Fait à Paris le
(en deux exemplaires originaux)

Le ministre de...

Le Directeur, chargé des archives de France

X

Hervé LEMOINE